

Consultation publique n°2019-006 du 27 mars 2019 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Téréga
Réponse d'EDF

30 avril 2019

EDF remercie la CRE pour cette consultation publique relative à la structure du futur ATRT7.

La France s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2050. Cela passe, entre autres, par une réduction de la consommation de gaz, et en particulier de la consommation de gaz fossile. Cette orientation à la baisse influence déjà le recouvrement des coûts des opérateurs de réseaux. En effet, les baisses de souscriptions de capacités observées depuis plusieurs années devraient s'accélérer ce qui pourrait conduire, à une augmentation du coût unitaire de la capacité. Ainsi, afin d'éviter d'amplifier l'augmentation des coûts unitaires de la capacité, EDF partage l'avis de la CRE selon lequel il faut être vigilant sur les investissements futurs visant à augmenter les capacités d'importation. Il convient d'examiner les projets d'investissement, lorsqu'on dispose de toutes les données, à l'aune d'une analyse coût-bénéfice suffisamment robuste.

Concernant la structure tarifaire en elle-même, EDF est favorable non seulement à une tarification où chaque utilisateur supporte les coûts qu'il engendre mais aussi à une tarification simple, anticipable et compétitive. Ce dernier point est d'autant plus important dans un contexte de concurrence internationale pour l'acquisition du GNL où il est essentiel de ne pas dégrader l'attractivité du marché français.

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?

EDF partage le constat de la CRE que le réseau de transport de gaz est désormais suffisamment dimensionné.

Le réseau français de transport de gaz permet d'accéder à de multiples sources d'approvisionnement. Outre ses quatre terminaux de régazéification (34 Gm³/an pour 40-43 Gm³/an de consommation) qui peuvent être potentiellement approvisionnés depuis n'importe quel terminal de liquéfaction dans le monde, plusieurs gazoducs donnent accès aux gaz norvégien, russe et néerlandais. Même si le gaz norvégien est prépondérant dans le mix gazier depuis au moins une décennie, l'historique des importations de gaz naturel met en évidence une variété de sources d'approvisionnement.

Par ailleurs, le dimensionnement de ce réseau permet un approvisionnement sécurisé sur l'ensemble du territoire national. La mise en œuvre de la zone de marché qui a été rendue possible par le renforcement des artères de Val-de-Saône et Gascogne-Midi devrait mettre fin aux tensions offre-demande observées dans la zone sud. De plus, les autres épisodes de tensions qui ont pu survenir ces dernières années ne résultaient pas d'un manque d'infrastructures mais d'une architecture de marché pour l'accès aux stockages qui pouvait conduire à un remplissage des stockages jugé insuffisant. Depuis la fusion des zones et la réforme de l'accès aux capacités de stockage, de tels événements ne devraient plus avoir lieu. En outre, une utilisation du gaz stocké dans les terminaux GNL peut permettre sans coût supplémentaire de satisfaire les besoins de flexibilité.

Par conséquent, EDF n'identifie pas actuellement de besoin de nouveaux investissements visant à augmenter les capacités d'importation. En outre, les perspectives de consommation de gaz en France sont à la baisse à moyen-long terme ce qui devrait renforcer le constat précédemment exposé. EDF partage l'avis de la CRE selon lequel les nouveaux investissements doivent être envisagés avec précaution. L'analyse coûts-bénéfices ainsi que les scénarios sous-jacents devraient prendre la mesure des enjeux auxquels les GRT devront faire face afin de réduire le risque de déclencher des investissements dont la rentabilité serait problématique et qui pourraient constituer des coûts échoués dans la durée au détriment des consommateurs.

Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

EDF est favorable à terme à une harmonisation globale des dates de mise à jour tarifaires (ATRD, ATRT, ATS et ATTM) et de la mise à jour du système de profilage (CAR et profils), au 1^{er} avril, à l'exception des PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année.

Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

EDF est favorable au maintien de la classification actuelle.

Question 4 Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

EDF est favorable au maintien de la classification de la compensation stockage comme service annexe. Il est essentiel que le terme stockage visant à compenser les opérateurs de stockage reflète les coûts supportés par ces opérateurs et soit facturé aux utilisateurs du service.

Question 5 Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

En premier lieu, EDF est favorable à une tarification qui permet une bonne allocation des coûts c'est-à-dire que chaque catégorie d'utilisateurs du réseau supporte les coûts qu'ils engendrent. En second lieu, il est essentiel que le tarif soit non seulement simple et prévisible mais aussi, dans un contexte de concurrence internationale, attractif. EDF considère que le principe de tarification actuel en œuvre est en général cohérent avec ces objectifs, mais pourrait toutefois être amélioré.

En effet, concernant les points d'entrée, EDF est favorable à une baisse significative du tarif aux PITTM, à la fois pour refléter les conditions techniques dont certaines évoquées dans la consultation (par exemple, pression d'entrée supérieure justifiant un tarif moindre), mais surtout pour favoriser l'importation de GNL en France en renforçant la compétitivité des terminaux français par rapport aux terminaux méthaniers dans les pays voisins. A ce titre, EDF estime que les niveaux des tarifs aux PITTM devraient être plus comparables à ceux des Pays-Bas et de la Belgique (de 31 à 42€/MWh/j/an)¹.

Cette demande s'inscrit également dans le cadre de l'application de l'article 9 du règlement UE 2017/460 du 16 mars 2017 qui donne la possibilité d'accorder un rabais aux points d'entrée des installations de GNL pour accroître la sécurité d'approvisionnement. De plus, l'ordonnance n°2018-1165 du 20/12/2018 a renforcé le rôle des terminaux méthaniers pour la sécurité d'approvisionnement². EDF estime que sécurité d'approvisionnement et compétitivité vont de pair et doivent donc se traduire par une diminution appropriée des tarifs aux PITTM. Bien entendu, cette baisse devra être compensée par une hausse tarifaire à d'autres points d'entrée.

Enfin, EDF souhaite souligner que le principe de péréquation des tarifs aux PITTM sous-entend que, de la même façon, les services proposés en chacun de ces points soient équivalents.

Question 6 Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

¹ Aujourd'hui les tarifs aux PITTM en France sont plus de deux fois supérieurs aux tarifs des Pays-Bas et de la Belgique

² Cette ordonnance oblige les fournisseurs disposant de stocks de GNL non utilisés et techniquement disponibles à mettre ce GNL à disposition de l'opérateur de transport lors de leurs appels au marché pour l'équilibrage des réseaux et la continuité d'acheminement sur ces réseaux, d'une manière similaire aux dispositions concernant les détenteurs de stocks de gaz dans les stockages souterrains.

EDF est favorable à la répartition actuelle et partage l'avis de la CRE selon lequel les capacités souscrites par les expéditeurs en entrée sur les réseaux de transport français sont significativement inférieures aux capacités souscrites en sortie.

Question 7 Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

EDF est favorable à la tarification à la distance qui est un meilleur reflet des coûts engendrés par chaque utilisateur du réseau, moyennant les hypothèses de péréquation retenues.

Question 8 Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

EDF n'y est pas opposé.

Question 9 Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

Au vue des statistiques présentées et en raison du manque de retour d'expérience depuis la fusion des zones, les rabais proposés semblent raisonnables. EDF est donc favorable au maintien tarifaire proposé.

Question 10 Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

Lors de la consultation publique relative au cadre tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France, EDF s'était exprimé en faveur d'un taux d'apurement du CRCP plafonné à +/-2% et à son extension à l'ensemble des tarifs.

EDF considère que le plafonnement de l'apurement du CRCP est primordial a-minima pour les termes tarifaires amont. En effet, actuellement, les termes tarifaires du réseau amont varient uniquement selon l'inflation ce qui donne une bonne visibilité aux souscripteurs de long terme (ex : souscriptions de capacités de stockage jusqu'à quatre ans en avance, souscriptions de long terme de la capacité d'entrée sur le réseau de transport depuis le terminal de Dunkerque). Ne pas plafonner l'apurement du CRCP sur les termes amont créerait de l'incertitude ce qui influencerait la rentabilité des investissements réalisés et pourrait dégrader l'attractivité du marché français.

Par ailleurs, EDF observe que les souscriptions sur le réseau amont, en particulier aux PITTM et aux PITS sont plus stables que les souscriptions que sur le réseau aval. De plus, les écarts de recettes de souscriptions du réseau aval sont couverts à 100% par le CRCP alors qu'ils ne le sont qu'à 80% pour le réseau amont afin d'inciter les GRT à augmenter les souscriptions amont.

Par conséquent, EDF est favorable à un apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires comme envisagé par la CRE mais plafonné a-minima pour les termes amont afin de ne pas dégrader l'attractivité du marché français et ne pas influencer la rentabilité d'investissements déjà réalisés. Cet apurement plafonné serait plus conforme avec l'article 20 du Règlement (UE) 2017/460 établissant un code de réseau sur l'harmonisation des structures tarifaires pour le transport du gaz qui dispose que « *l'apurement du compte de régularisation est effectué dans le respect des règles adoptées conformément à l'article 41, paragraphe 6, point a), de la directive 2009/73/CE sur une période d'apurement donnée, c'est-à-dire la période au cours de laquelle le compte de régularisation visé à l'article 19 doit être apuré* ». Le 6 point a) de l'article 41 de la Directive 2009/73/CE dispose que « *les autorités de régulation se chargent de fixer ou d'approuver, suffisamment à l'avance avant leur entrée en vigueur, au moins les méthodes utilisées pour calculer ou établir : les conditions de raccordement et d'accès aux réseaux nationaux, y compris les tarifs de transport et de distribution et les conditions et tarifs d'accès aux installations de GNL. Ces tarifs ou méthodes permettent de réaliser les investissements nécessaires à la viabilité des réseaux et des installations de GNL* ».

Question 11 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

EDF n'est pas favorable à répercuter les baisses de souscriptions à l'ensemble des termes tarifaires de manière équivalente.

Comme indiqué à la question précédente, il faut faire à ce que attention que ces augmentations de tarifs liées aux baisses de souscriptions ne dégradent pas l'attractivité du marché gazier français, en particulier sur le marché du GNL. En effet, pour l'approvisionnement en GNL, ces acheteurs sont en concurrence avec les acheteurs asiatiques et de l'Europe du Nord Ouest. Une augmentation des termes tarifaires à l'entrée aurait pour conséquence directe de renchérir les coûts sans garantie que ceux-ci puissent être répercutés sur les prix d'achat du GNL. Par ailleurs, comme expliqué précédemment, certains acteurs ont pris des engagements de long terme. C'est notamment le cas à Dunkerque où les clients actuels ont souscrit des capacités sur 20 ans. De plus, les souscriptions aux PITTM sont beaucoup plus stables que celles aux PIR. Pour ces raisons, EDF estime qu'il ne serait pas justifié de répercuter de manière équivalente, les conséquences de la baisse de souscriptions à tous les termes tarifaires alors que ces baisses sont concentrées sur quelques points.

Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

EDF n'a pas d'objection à cette offre, qui peut contribuer à optimiser les revenus de GRTgaz, donc à minimiser les tarifs.

Question 13 Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

EDF est favorable à la proposition d'offrir la possibilité à un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en respectant en moyenne sa souscription initiale, dans la mesure où cette disposition s'applique à tous les PITTM, pour lesquels, les tarifs sont identiques. Ces dispositions doivent bien entendu respecter les contraintes et limites techniques des ouvrages.

Il est également nécessaire de supprimer les contraintes contractuelles actuelles s'appliquant aux souscriptions (durée minimale de 10 jours, préavis de 3 jours).

Question 14 Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

EDF est favorable à la proposition de la CRE. Les utilisateurs de Fos Cavaou n'ont pas de raisons d'être seuls à supporter les conséquences de la fermeture de Fos Tonkin qui doivent être réparties.

Question 15 Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

Etant donné que GRTgaz indique que cette offre s'applique également à Dunkerque LNG, EDF est favorable à cette évolution. En effet, il est primordial que cette offre de pooling s'applique également au terminal de Dunkerque LNG afin de ne pas créer de distorsion de concurrence avec les autres terminaux méthaniers. En outre, le prix de transfert de la capacité devrait être fondé sur les coûts supplémentaires supportés par GRTgaz et non fixé artificiellement à 10% du prix initial de la capacité.

D'une manière plus générale, il serait souhaitable de disposer de plus de détails concernant cette offre.

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

EDF est favorable au maintien des principes de tarification du réseau régional. Ces principes permettent d'affecter les coûts aux différents utilisateurs, en particulier grâce à la méthodologie des NTR qui reflète la longueur et le diamètre de chaque tronçon, et a l'avantage d'être simple d'utilisation.

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

EDF considère que le niveau actuel des facteurs mensuels hivernaux est très élevé ce qui pousse certains consommateurs, et notamment les producteurs d'électricité, à souscrire une capacité annuelle qui risque d'être *in fine* sous-exploitée. La baisse des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février pourrait offrir des possibilités supplémentaires d'optimisation des souscriptions de capacité tout en augmentant les recettes globales pour les gestionnaires de réseau de transport.

EDF est donc très favorable à cette évolution tarifaire.

EDF estime nécessaire que les gestionnaires de réseau de transport poursuivent leurs efforts en matière d'offre des capacités disponibles aux horizons proches du temps-réel à un prix qui soit représentatif de l'état du réseau de transport et de la localisation des contraintes d'exploitation ce qui permettrait d'accroître l'utilisation de la capacité de transport, d'offrir des leviers supplémentaires d'optimisation pour les consommateurs et, comme dans le cas d'espèce, de réduire le niveau des tarifs.

Question 18 Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

EDF est favorable à la proposition de GRTgaz de supprimer le 2nd seuil. De même, l'uniformisation de la pénalisation entre GRTgaz et Téréga paraît souhaitable.

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

EDF est favorable à la redistribution envisagée par la CRE qui bénéficierait à l'ensemble des consommateurs à travers une réduction du tarif de transport.

**Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ?
Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?**

Selon le scénario envisagé par la CRE, deux dispositifs pourraient permettre au système gazier de bénéficier de l'interruptibilité des centrales électriques après la suppression envisagée de l'Interruptibilité A Préavis Court (IAPC) : ses produits localisés et un nouveau dispositif d'interruptibilité.

La suppression de l'IAPC aura un impact sur l'économie des centrales électriques à gaz. A ce stade aucun élément ne permet aux acteurs de se positionner faute de visibilité sur les deux autres dispositifs envisagés :

- Les appels d'offres portant sur les produits localisés n'ont pas offert jusqu'à présent la possibilité d'exploiter pleinement la flexibilité des centrales électriques notamment à cause de l'application par le GRT de critères d'éligibilité sur les programmes de consommation dont la pertinence et la proportionnalité ont été contestées par EDF.
- Les caractéristiques du nouveau dispositif d'interruptibilité rémunérée ne sont pas encore connues. Dès lors, ni le niveau de rémunération ni l'éligibilité des centrales à gaz, qui dépendra des niveaux de capacité interruptible et de consommation minimaux et du préavis d'activation, ne sont garantis.

EDF souhaite donc que les modalités et les critères de recours à ces dispositifs par les GRT soient clairs et transparents. Il est également nécessaire de clarifier la possibilité de participer à la fois aux appels d'offres des produits localisés et au dispositif d'interruptibilité.

EDF rappelle par ailleurs que l'interruption des centrales à gaz pour les besoins du réseau gazier nécessite la coordination entre les GRT des réseaux gazier et électrique afin que cette sollicitation ne compromette l'équilibre du réseau de transport d'électricité. EDF estime nécessaire que cette coordination soit réalisée selon des principes clairs et transparents afin que les producteurs d'électricité puissent en tenir compte dans leurs offres. A titre d'exemple, les pénalités qu'EDF pourrait être amenées à payer à GRTgaz lorsque RTE lui demande d'augmenter sa production d'électricité pendant l'activation du dispositif d'interruptibilité, doivent être prévisibles et intégrables dans le prix des offres d'ajustement soumises à RTE.

Enfin, EDF estime nécessaire que le maintien de l'IAPC jusqu'à l'introduction du dispositif d'interruptibilité afin de garantir la continuité du service offert par la flexibilité des centrales électriques à gaz.

Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

EDF n'est pas opposé à cette remise raccordement.

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

L'extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport et la suppression de l'IAPC sont des évolutions tarifaires qui, dans un contexte de hausse marquée des tarifs de transport, contribueront à augmenter les coûts supportés par les centrales électriques à gaz. EDF considère que les consommateurs raccordés au réseau de transport qui sont en mesure de réduire ou d'interrompre leur consommation de gaz en cas de crise d'approvisionnement fournissent un service qui doit faire l'objet d'une compensation comme par exemple une exonération du paiement de la compensation stockage.

EDF partage l'avis de la CRE selon lequel une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité afin de permettre aux consommateurs interruptibles raccordés au réseau de transport de bénéficier de l'exonération partielle ou totale du paiement de la compensation stockage.

EDF estime, comme la CRE, que le calcul de la compensation stockage ne peut pas être fondé sur la capacité souscrite pour les clients à souscription. En effet, à niveau et profil de consommation égaux, la capacité souscrite dépend fortement des multiplicateurs tarifaires des capacités mensuelles et journalières ainsi que du coût du supplément de capacité horaire. La contribution à la pointe de froid et la modulation hivernale d'un site constituent un meilleur reflet de ses besoins de stockage. EDF souhaite que la formule utilisée permette d'estimer facilement ce terme tarifaire afin qu'il puisse être pris en compte dans l'optimisation de ses actifs et demande que la formule proposée par le GRT soit discutée en Concertation gaz avant son adoption.

Les aspects réglementaires et le calendrier du nouveau dispositif d'interruptibilité doivent être clarifiés bien avant sa mise en œuvre afin que les producteurs d'électricité puissent optimiser leurs actifs et décider de la participation à ce dispositif dans les meilleures conditions. Il est notamment nécessaire de clarifier si l'exemption de la compensation stockage pourra être obtenue à la fois par la participation à l'interruptibilité non rémunérée et par la participation à l'interruptibilité rémunérée et quels seront les critères à respecter pour bénéficier d'une exonération totale. EDF souhaite que toutes les informations relatives aux recours par

les GRT au nouveau dispositif d'interruptibilité, et notamment les dates d'appel au dispositif et les niveaux des baisses de consommation ainsi obtenues, soient rendues publiques.

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

EDF est favorable à une incitation économique à la localisation dans un souci de maîtrise des coûts et d'efficacité économique. EDF pense que l'instrument le plus efficace est la mise en œuvre de cette incitation au moment du raccordement afin qu'elle soit directement intégrée dans le coût lors de l'installation des producteurs de biométhane.

En outre, EDF observe qu'un décret et un arrêté visant à fournir un signal économique à la localisation est en cours de préparation et par conséquent, s'interroge sur leur articulation avec les travaux que souhaite mener la CRE.

Question 25 Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

La baisse des souscriptions influencera dans les années à venir les termes tarifaires. Il serait utile à ce propos que les hypothèses de souscriptions des GRT fassent l'objet d'une plus grande transparence, et qu'un modèle de calcul tarifaire pour l'ensemble du réseau principal soit mis à disposition des acteurs répondant aux consultations de la CRE sur ce sujet.

ooOoo